

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 919

[2003/200253]

19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil, du 27 novembre 1992, établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 495/2001 du 13 mars 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2345/2001 du 30 novembre 2001;

Vu le règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission, du 28 octobre 1999, établissant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 169/2002 du 30 janvier 2002;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine;

Considérant l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert de compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application pour les paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures relatives aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine afin de respecter les dispositions du règlement (CEE) n° 3508/92 et des règlements (CE) n° 1254/1999 et 2342/1999 et du nouveau règlement (CE) n° 2419/2001;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant le protocole d'accord du 13 mars 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche pour la période transitoire débutant le 1^{er} janvier 2002 et se terminant le 15 octobre 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine est ajouté un point 5 :

« 5. Zone : une des deux zones suivantes :

a) zone 1 : la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale;

b) zone 2 : la Région wallonne. »

A l'article 1^{er} du même arrêté est ajouté un point 6 :

« 6. L'Administration : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2, § 1^{er}. Conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1254/1999 les paiements supplémentaires sont octroyés au ratio de 39.6 % pour la zone 1 et de 60.4 % pour la zone 2.

§ 2. Les paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine dans la zone 1 et dans la zone 2 se font, pour un producteur donné, sous forme de paiement par troupeau ».

Art. 3. A l'article 3, aux § 2 et § 3, du même arrêté, les mots « montant global » sont remplacés par les mots « montant global par zone ».

Art. 4. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. L'Administration est chargée du versement des paiements supplémentaires ainsi que du recouvrement des paiements indus. »

Art. 5. A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « (CEE) n° 3887/92 » sont remplacés par les mots « (CE) n° 2419/2001 ».

2° un deuxième et un troisième alinéa rédigés comme suit sont ajoutés :

« Les infractions au présent arrêté et à ses arrêtés d'exécution peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée.

Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa précédent, le Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace. »

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article *8bis* rédigé comme suit :

« L'inspecteur général de la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté. »

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2002 à l'exception des articles 1^{er}, deuxième alinéa, 4 et 5, 2^o, qui produisent leurs effets au 16 octobre 2002.

Art. 8. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 919

[2003/200253]

19. DEZEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 495/2001 vom 13. März 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2345/2001 vom 30. November 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 der Kommission vom 28. Oktober 1999 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch hinsichtlich der Prämienregelung, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 169/2002 vom 30. Januar 2002;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch;

In Erwägung des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Sonderprämie und die Extensivierungsprämie für die zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund des am 18. Dezember 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Dezember 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Maßnahmen bezüglich der Sonderprämie und der Extensivierungsprämie für die Rindfleischherzeuger zu ergreifen und so den Durchführungsbestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 in ihrer abgeänderten Fassung und der Verordnungen (EG) Nr. 1254/1999 und (EG) Nr. 2342/1999 sowie der neuen Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In Erwägung des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt unterzeichneten Vereinbarungsprotokolls vom 13. März 2002 bezüglich der Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs für die Übergangsperiode vom 1. Januar 2002 bis zum 15. Oktober 2002;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch wird durch einen Punkt 5 ergänzt:

«5. Zone: eine der beiden folgenden Zonen:

- a. Zone 1: die flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt;
 b. Zone 2: die wallonische Region.»

Dieser Artikel 1 desselben Erlasses wird zudem durch einen Punkt 6 ergänzt: «Die Verwaltung: Die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.»

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - § 1. Gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 werden die zusätzlichen Zahlungen im Verhältnis von 39,6% für die Zone 1 und 60,4% für die Zone 2 gewährt.

§ 2. Die zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch in der Zone 1 und der Zone 2 werden für einen gegebenen Erzeuger in Form einer Zahlung pro Herde gewährt.»

Art. 3 - In Artikel 3, § 2 und § 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut «Gesamtbetrag» durch den Wortlaut «Gesamtbetrag pro Zone» ersetzt.

Art. 4 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 - Die Verwaltung wird mit der Auszahlung der zusätzlichen Zahlungen und der Eintreibung der ungeschuldet ergangenen Zahlungen beauftragt.»

Art. 5 - Artikel 7 desselben Artikels wird folgendermaßen abgeändert:

1° Der Wortlaut «(EWG) Nr. 3887/92» wird durch den Wortlaut «(EG) Nr. 2419/2001» ersetzt;

2° Ein zweiter und ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut werden hinzugefügt:

«Verstöße gegen den vorliegenden Erlass und seine Durchführungserlasse können mit einer Verwaltungsstrafe gemäß Artikel 8 des vorerwähnten Gesetzes vom 28. März 1975 geahndet werden.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird als zuständiger Beamte bezeichnet, um die Handlungen und Beschlüsse auf dem Gebiet der im vorherigen Absatz erwähnten Verwaltungsstrafen auszuführen.»

Art. 6 - In denselben Erlass wird ein Artikel *8bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird bevollmächtigt, die Ausgaben für die durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen.»

Art. 7 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2002 wirksam, mit Ausnahme der Artikel 1, Absatz 2, 4 und 5, 2°, die am 16. Oktober 2002 wirksam werden.

Art. 8 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
 J. HAPPART

—————
 VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 919

[2003/200253]

19 DECEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de extra betalingen in de sector rundvlees

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 2001;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 495/2001 van 13 maart 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2342/1999 van de Commissie van 28 oktober 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees met betrekking tot premiereregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 169/2002 van 30 januari 2002;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de extra betalingen in de sector rundvlees;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 op de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overheveling van de bevoegdheden inzake landbouwbeleid naar de Gewesten en, in het bijzonder, wat betreft de toepassingswijze voor de slachtpremie in de rundvleessector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 december 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld maatregelen getroffen dienen te worden betreffende de extra betalingen in de sector rundvlees om de toepassingswijze te volgen van de verordening (EEG) nr. 3508/92 en van de verordeningen (EG) nrs. 1254/1999 en 2342/1999 en van de nieuwe verordening (EG) nr. 2419/2001;

Overwegende dat de bevoegdheden op landbouwvlak vanaf 1 januari 2002 aan de Gewesten toegewezen zijn;

Gelet op het protocol-akkoord van 13 maart 2002 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Hoofdstedelijk Gewest Brussel betreffende de uitoefening van de bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld op het vlak van landbouw en visvangst voor de overgangperiode die op 1 januari 2002 ingaat en op 15 oktober 2002 beëindigd wordt;

Overwegende dat er maatregelen getroffen dienen te worden om de beslissingen betreffende de bevoegdheids-overheveling toe te passen;

Overwegende dat de continuïteit van de openbare dienstverlening gewaarborgd moet worden, met naleving van de verplichtingen opgelegd door de Europese regelgeving op het vlak van landbouw;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies te storten aan de producenten of in geval van vertraging in het toepasselijk maken van de betrokken regelgevingen of indien zij slecht worden toegepast;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de extra betalingen in de sector rundvlees wordt een punt 5 toegevoegd :

« 5. Zone : één van beide volgende zones :

- a) zone 1 : het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- b) zone 2 : het Waalse Gewest. »

In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt een punt 6 toegevoegd :

« 6. Het Bestuur : de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 2. § 1. Overeenkomstig de bepalingen van verordening (EG) nr. 1254/1999 worden de extra betalingen toegekend tegen de ratio 39,6 % voor zone 1 en tegen de ratio 60,4 % voor zone 2.

§ 2. De extra betalingen in de sector rundvlees in zone 1 en in zone 2 worden voor een gegeven producent in de vorm van een betaling per beslag verricht. »

Art. 3. In artikel 3, § 2 en § 3, van hetzelfde besluit worden de woorden « globaal bedrag » vervangen door de woorden « globaal bedrag per zone ».

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 5. Het Bestuur wordt belast met de storting van de extra betalingen en met de inning van de onverschuldigde betalingen. »

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « (EEG) nr. 3887/92 » worden vervangen door de woorden « (EG) nr. 2419/2001 »;

2° er worden een tweede en een derde lid, luidend als volgt, toegevoegd :

« De inbreuken op dit besluit en op diens uitvoeringsbesluiten kunnen met een administratieve geldboete worden bestraft overeenkomstig artikel 8 van de wet van 28 maart 1975, voornoemd.

Als bevoegd ambtenaar voor het uitvoeren van de handelingen en het treffen van de beslissingen met betrekking tot de administratieve geldboetes bedoeld in vorig lid wordt aangewezen, de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, de ambtenaar die hem vervangt. »

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel *8bis* luidend als volgt ingevoegd :

« De inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest, of bij afwezigheid of verhindering, de ambtenaar die hem vervangt, hebben delegatie om de uitgaven betreffende de steun bepaald in dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren. »

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003, met uitzondering van artikel 4 dat uitwerking heeft vanaf 16 oktober 2002.

Art. 8. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART